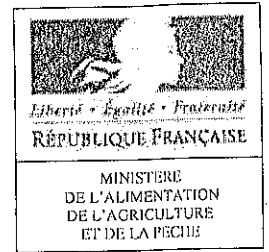


Direction générale
de l'alimentation

Sous-direction de la
qualité et de la protection
des végétaux

Bureau de la
réglementation et de la
mise sur le marché des
intrants

Dossier suivi par : CM



SYNGENTA FRANCE S.A.S
1 Avenue des Près CS10537
78286 GUYANCOURT CEDEX
FRANCE

Paris, le 26 JUIN 2015

Objet : Lettre de décision

Madame, Monsieur,

Veillez trouver ci-joint, la lettre de décision qui fait suite à votre demande de changement de dénomination sociale du détenteur du produit :

N° Intrant : 2070633 - OURAGAN EV

AMM n° 2090043

(ce n° intrant et ce nom sont à rappeler dans chaque correspondance concernant ce dossier)

Je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

Vous disposez d'un délai de deux mois, pour contester la présente décision, si vous le souhaitez, devant le Tribunal administratif

Pour le Ministre et par délégation,

Le sous-directeur de la qualité
et de la protection des végétaux

Alain TRIDON

Conformément aux dispositions du chapitre III du titre V du livre II de la partie législative du Code Rural et des textes pris pour son application, les décisions suivantes ont été arrêtées dans les conditions ci-dessous :

Descriptif de l'Intrant

Produits Phytopharmaceutiques
N° AMM : 2090043

N° intrant : 2070633 Nom commercial : **OURAGAN EV**

Type commercial : Produit de référence

Composition : Glyphosate (sel de diammonium) 151.4 G/L

Vu la notification de l'Anses 2014-0572 du 9 mai 2014

Le changement de dénomination sociale de la société Syngenta Agro SAS en Syngenta France SAS est accepté.

Ce changement est autorisé avec un délai de commercialisation d'un an à compter de la signature de la décision et un délai d'utilisation à concurrence de l'écoulement total des stocks.

Dénominations commerciales

RESOLVA AT, PROP'SOL AT, RESOLVA, PROP' SOL, RADICAL TECH +, TCHAO TECH +, PROP'SOL, RESOLVA

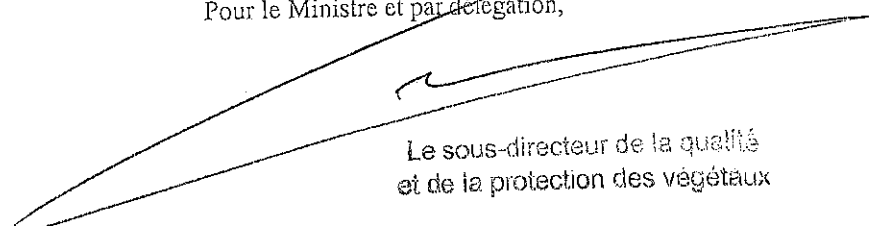
Firme détentrice

SYNGENTA France SAS

Ancienne firme :
SYNGENTA AGRO SAS

Vous disposez d'un délai de deux mois, pour contester la présente décision, si vous le souhaitez, devant le Tribunal administratif

Pour le Ministre et par délégation,


Le sous-directeur de la qualité
et de la protection des végétaux

26 JUIN 2015

Alain TRIDON